

[Texte]

ing industry. I think the broadcasting industry deserves something on this for having extended the service.

Then in 1975-1976, we established a priority to go into the program in question. We started with Toronto and we had hearings all across the country to review the promises of performance of most of the television stations in Canada, so that they would, in fact, re-submit to the commission a full promise of performance. In Toronto, of course, it was obvious, because they had moved to the CN tower.

So most licensees submitted a promise of performance and voluntarily submitted figures on programming, their investment in programming, which had not been before that. That is, what the cost was above the line in Canadian programs and below the line for the technical aspect so the commission could insert its efforts into the Canadian programs.

So we studied *Global* and the decision was a one-year renewal only, where they had to re-submit a new promise of performance and, strangely enough, at all these hearings we did not have that many interventions. So, in most cases, the commission proceeded on our analysis, on our own motion and, before these hearings monitoring, of course, was done.

• 1645

We have the schedule of each station and we canvas at length, through pages of transcript, each individual program. Finally we reached a decision that *Global*—if I remember correctly, I hope I am not wrong, Mr. Chairman—we granted them a renewal for three years. But we still follow these promises of performance because, now that the extension of service has been made, I think the greatest effort should be made in the matter of programming. On this we do have more and more co-operation and more and more investment in programming.

The Chairman: Thank you very much. For the second round, we will go to 10 minutes each. Mr. Bosley.

Mr. Bosley: Dr. Meisel, I want to ask you about an area that is not going to go away, and that is the concern that many have about pornography on Canadian television. What made me think of it was your comments about conditions of licence as opposed to regulation. You know that there is a private member's bill—if you do not want to comment about that bill, that would be fine. I would suspect that at some point—at least I would hope—it will get before this committee for some study. I am wondering whether you believe you have sufficient tools, or whether there are sufficient tools, at the moment. We raised this with you once before on your estimates, and at that time your comment was that you were hoping there would be some self-regulatory mechanism developed by the pay-television companies. I guess I might start by asking you where, in your view, that stands today.

[Traduction]

l'industrie de la radiodiffusion mérite des félicitations à cet égard.

Puis, en 1975-1976, nous avons décidé de privilégier le secteur des émissions. En commençant par Toronto, nous avons tenu des audiences dans tout le pays en vue de revoir le rendement de la plupart des stations de télévision au Canada. Les stations ont été invitées à présenter de nouveaux engagements touchant leur rendement à la Commission à ce moment-là. À Toronto, la raison bien entendu était évidente. Il y avait maintenant la Tour du CN.

La plupart des titulaires ont donc pris des engagements touchant leur rendement à ce moment-là et ont volontairement soumis des chiffres portant sur leurs émissions et leurs investissements à ce niveau. Ils n'avaient jamais été appelés à le faire auparavant. Il s'agissait de voir quels étaient les coûts affectés aux émissions canadiennes, quels étaient les coûts affectés du côté technique. À ce moment-là, la Commission pouvait essayer de promouvoir le développement d'émissions canadiennes.

Dans le cas de *Global*, la décision a été d'accorder le renouvellement pour une période d'un an seulement. Après cette période, *Global* devait présenter de nouveaux engagements. À ce sujet, il est étrange de noter qu'il n'y a pas eu tellement d'interventions. Dans la plupart des cas, nous nous sommes fiés à nos propres analyses et à notre propre système de surveillance.

Nous avons l'horaire de chaque station et nous parcourons longuement, en lisant des pages et des pages de transcription, chaque programme individuel. Finalement, nous avons décidé—et j'espère ne pas me tromper, monsieur le président—d'accorder un renouvellement de trois ans à *Global*. Nous continuons toujours à suivre ses promesses de performance car, maintenant que cette extension des services a été accordée, je crois que les plus grands efforts devraient être faits en matière de programmation. À cet égard, la coopération est de plus en plus grande et les investissements en programmation sont de plus en plus importants.

Le président: Merci beaucoup. Pour le deuxième tour, chacun aura 10 minutes. Monsieur Bosley.

M. Bosley: Monsieur Meisel, je veux vous parler d'un problème qui n'est pas près de disparaître, problème qui inquiète beaucoup de Canadiens, celui de la pornographie à la télévision. Ce qui m'y a fait penser, ce sont vos commentaires au sujet des conditions attachées aux licences par opposition à une réglementation. Vous n'ignorez pas qu'un bill privé a été déposé—si vous préférez ne pas en parler pour le moment, c'est d'accord avec moi. Je pense que ce projet de loi—tout au moins je l'espère—finira par être confié pour étude à ce Comité. Je me demande si vous croyez avoir suffisamment d'outils, ou si les outils sont suffisants, à l'heure actuelle. Nous en avons déjà discuté lors de l'étude de votre budget, et vous aviez dit espérer la mise en place par les compagnies de télévision payante d'une sorte d'autoréglementation. Je commencerai par vous demander quelle est la situation aujourd'hui, à votre avis.